

Fiche signalétique du projet

Construction de la Cité Administrative

Dans le cadre du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) de 2016 à 2021, le ministère du cadre de vie et du développement durable a initié la construction d'une cité administrative qui vise à mettre un terme définitif aux baux pour loger les services de l'Etat. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la construction de bâtiments administratifs regroupant les services publics afin d'optimiser leur fonctionnement, développer le patrimoine bâti de l'Etat et réaliser des économies d'échelle.

Bâtir de l'Etat et réaliser des économies d'échelle.				
Date de démarrage		2021	Date probable de fin	2023
Durée du projet		24 mois	Etat du projet	En appel d'offres
Présentation				
Objectif stratégique	<ul style="list-style-type: none">• Améliorer l'offre d'espace et la commodité de travail• Réduire les baux administratifs• Améliorer la fonctionnalité des services de l'Etat et permettre aux usagers de gagner en célérité dans le traitement de leurs dossiers			
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">• Les baux administratifs sont réduits• Un cadre adéquat est offert aux agents de l'administration public• Des bâtiments administratifs y compris les infrastructures connexes sont construits			
Zone(s) d'intervention	Ahossougbéta, commune d'Abomey-Calavi, département de l'Atlantique			
Caractéristiques spécifiques				
Activités ou composantes du projet	<ul style="list-style-type: none">• Etudes technico-économiques (Esquisses, APS, APD, EIES, etc.)• Libération des sites• Viabilisation du site• Construction des bâtiments			
Livrables du projet	Construction de 16 bâtiments administratifs de types R+3 (bâtiments de bureaux et locaux techniques) assortis de parkings, d'un restaurant, des salles de conférences, d'un centre médical, d'ouvrages divers sur le site (bassin, passerelle, clôture, ...), d'équipements modernes de communication			
Modèle économique	<ul style="list-style-type: none">• L'Etat mobilise les ressources nécessaires pour la construction (dettes et PPP) de la cité et rétrocède le patrimoine ainsi que la dette à la SImau• La SImau facture les loyers mensuels à l'Etat et encaisse les produits qu'elle utilise pour le remboursement de la dette• A la fin de la période du projet, le patrimoine revient à l'Etat			
Impacts attendus	<ul style="list-style-type: none">• Création d'emplois• Redynamisation de l'économie locale• Efficacité dans le fonctionnement des services de l'Etat			
Coût du projet				
Coût total (ou estimé)	69,8 milliards F CFA			
Financement détaillé	Etat Béninois / SImau			
Acteurs du projet				
Maître d'ouvrage (MO)	Ministère du Cadre de Vie et du Développement durable (MCVDD)			
Maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD)	Société Immobilière et d'Aménagement urbain (SImau)			
Maître d'œuvre (MOE)	Cabinet Koffi & Diabaté Architectes			
Bureau de Contrôle Technique	SOCOTEC AFRICA			
Entreprises	Sélection en cours			
Autres intervenants	AERAMR Conseil			